

Rapport sur la liberté 2022 :

Les syndicats acteurs de la paix



EMPLOIS RESPECTUEUX DU CLIMAT

SALAIRES

DROITS

PROTECTION SOCIALE

ÉGALITÉ

INCLUSION

Un nouveau contrat social



ITUC CSI IGB

Table des matières

Introduction	3
Colombie : Confederación de Trabajadores de Colombia (Confédération des travailleurs de Colombie – CTC)	4
Chili : Vers une nouvelle constitution	6
Myanmar : Confederation of Trade Unions, Myanmar (Confédération des syndicats du Myanmar – CTUM)	7
Recommandation 205 sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience	9
Irlande du Nord : Irish Congress of Trade Unions (Confédération irlandaise des syndicats – ICTU)	10
Sécurité commune 2022 : Pour notre avenir commun	12
Tunisie: Union générale tunisienne du travail (UGTT)	13
Sondage d'opinion mondial 2022 de la CSI	15
Conclusion	16

Introduction

L'invasion abominable de l'Ukraine, orchestrée en toute illégalité par la Russie, a focalisé l'attention du monde entier sur la violence de ce conflit armé et ses répercussions mondiales, alors même que d'autres guerres de longue date continuent de faire rage, notamment au Tigré et au Yémen, avec des conséquences catastrophiques.

Au plan international, la solidarité syndicale humanitaire, à l'instar des considérables efforts déployés pour soutenir les travailleurs en Ukraine, au Myanmar et dans d'autres régions, s'inscrit dans le cadre plus général des actions syndicales destinées à renforcer et à maintenir la paix, à éviter les conflits et à œuvrer à la reconstruction après les guerres.

Quelque deux milliards de personnes vivent actuellement dans des pays touchés par un conflit armé ; 56 conflits d'État sont en cours aujourd'hui à travers le monde.

Le **Sondage d'opinion mondial 2022 de la CSI** révèle que 62 % des citoyens souhaitent que leur gouvernement agisse davantage pour travailler avec les autres pays afin de promouvoir la paix, l'emploi et les droits humains.

La majeure partie des personnes interrogées dans le cadre du sondage se disent de nouveau préoccupées par la menace d'une guerre nucléaire, et la moitié de la population mondiale ferait plus confiance aux gouvernements s'ils s'engageaient dans un traité international interdisant les armes nucléaires ou s'ils travaillaient avec les autres gouvernements pour trouver des solutions communes.

Les citoyens demandent des actions en faveur de la paix, ce qui nécessite une nouvelle architecture mondiale, fondée sur la réalisation d'un nouveau contrat social pour tous et toutes dans le but de combattre les causes à l'origine des conflits armés et de garantir la stabilité et la résilience.

Si le monde peut se rassembler autour de la lutte contre le changement climatique, il doit également s'investir dans un dialogue mondial pour trouver un accord sur des mesures permettant de prévenir les conflits, de mettre fin aux conflits existants et de reconstruire les pays après la guerre d'une manière juste et pérenne.

La CSI, en partenariat avec le Bureau international de la paix et le Centre Olof Palme, a publié un rapport en avril 2022, **Pour notre avenir commun**, qui présente les principales recommandations visant à assurer une sécurité commune.

Ce rapport appelle instamment à renouveler les mesures de sécurité commune, en particulier l'élimination des armes nucléaires, le désarmement et, de façon plus générale, la démilitarisation, ainsi qu'un contrat social fort – qui revêt une importance cruciale.

Le présent rapport sur la liberté et les études de cas qui l'illustrent nous rappellent le rôle critique que jouent les syndicats pour s'élever contre les conflits, l'autoritarisme, l'oppression et l'exclusion:

- En **Colombie**, les syndicats luttent au premier plan pour la paix et la justice sociale depuis des décennies.
- En **Irlande du Nord**, le mouvement syndical est depuis longtemps un moteur pour la paix, cherchant à vaincre la division et le sectarisme.
- Au **Myanmar**, les syndicats poursuivent le combat entamé depuis longtemps pour la paix et la démocratie, dans des circonstances extrêmement difficiles et dangereuses en raison du contrôle impitoyable exercé par la dictature militaire.
- En **Tunisie**, l'UGTT et d'autres syndicats ont reçu le prix Nobel de la paix pour leur travail sur la construction d'un pays suite à la dictature et sur l'élaboration d'une nouvelle constitution. Cet engagement est d'autant plus fort que le pays est actuellement confronté à de nouvelles difficultés.

Il existe une multitude d'autres exemples d'action syndicale pour la paix, la justice et la démocratie, aujourd'hui mais aussi tout au long de l'histoire syndicale. Nous sommes fiers de ces accomplissements, et la force qu'ils nous inspirent aidera les syndicats, partout dans le monde, à définir des plans et des campagnes en faveur des libertés fondamentales, de la démocratie et de la paix.

Sharan Burrow
Secrétaire générale de la CSI



(Julian Barreto/AFP)



Colombie

Confederación de Trabajadores de Colombia
(Confédération des travailleurs de Colombie – CTC)

La crise qui sévit actuellement en Colombie résulte d'un conflit relatif à la terre, au pouvoir, à la représentation et à l'évolution sociale. Au début du 19^e siècle, la classe ouvrière s'est mobilisée contre les entreprises transnationales qui exploitaient les ressources naturelles du pays, telles que l'huile, les bananes et l'or. Ces grèves et manifestations ont donné lieu à des massacres de travailleurs qui demandaient le respect de leurs droits.

L'assassinat du dirigeant libéral Jorge Eliécer Gaitán, le 9 avril 1948, a déclenché des violences politiques sans précédent.

De 1956 à 1974, le Parti conservateur et le Parti libéral ont signé un accord pour établir un système d'alternance politique entre les deux forces, qui a rencontré l'opposition de la part d'autres partis, qui en étaient exclus.

La plupart des mouvements qui ont vu le jour pendant cette période associaient lutte politique et lutte armée et ont fait l'objet d'une répression officielle alignée sur la politique des États-Unis.

Les mouvements de guérilla les plus célèbres de la seconde moitié du 20^e siècle sont les FARC-EP, l'ELN, l'EPL et le M-19. Ces groupes armés ont justifié l'usage de la violence en affirmant qu'il s'agissait de la seule méthode qui permettait de transformer la société. La dynamique sociale et politique de la Colombie a été marquée par l'exclusion socioéconomique, le manque d'espace dédié à la participation politique, l'accumulation de terres entre les mains de quelques familles, et le trafic de drogue – autant de facteurs qui ont alimenté la guerre et l'usage de la violence.

D'après les données du Système d'information sur les droits humains de l'École nationale des syndicats (ENS), les estimations portent à 15.481 le nombre de violations des droits humains à l'encontre de personnes syndiquées, dont 3.295 homicides.

La plupart des victimes, motivées par leurs idéaux, étaient engagées dans la défense des droits humains et syndicaux, en tant que travailleurs et citoyens. Or, cet engagement gênait certaines personnes, qui y voyaient une menace à leurs bénéfices.

La violence de ce conflit a profondément affecté le développement des organisations syndicales. L'activité syndicale colombienne en a été stigmatisée et a subi la violence de plein fouet. La CTC, la plus ancienne centrale syndicale, en a beaucoup souffert pendant les différents épisodes de violence qui ont secoué le pays.

Depuis le 7 août 2022, nous avons un gouvernement progressiste et démocratique qui essaie de résoudre de graves difficultés économiques, politiques et sociales. Nous sommes toutefois préoccupés par le retour de la violence dans les zones rurales et urbaines, par l'exclusion, le phénomène de la migration, qui prend actuellement de l'ampleur, et la violation des droits syndicaux. Par ailleurs, la droite continue de promouvoir un modèle économique qui a clairement échoué, entraînant l'humanité vers l'extinction.

Tout au long de son histoire, la CTC a œuvré pour la paix en tant que droit humain fondamental. Nous nous sommes exprimés contre la corruption et nous défendons l'équité et la justice sociale grâce au travail décent ; nous militons pour les ressources naturelles et la souveraineté nationale, et nous nous battons contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Un des objectifs primordiaux de la CTC est de soutenir tous les processus de paix. En ce qui concerne le cas spécifique de l'accord avec les FARC, la CTC a approuvé l'initiative de l'ancien président Juan Manuel Santos d'engager le dialogue, dans le cadre du processus de paix de La Havane, et elle était présente à la signature de l'accord.

En collaboration avec la CUT et la CGT, nous avons lancé une grande campagne de sensibilisation sur l'importance de la signature de cet accord, en organisant différents événements dans plusieurs villes.



(Sebastián Barros/Nur Photo/AFP)

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la CTC l'a soutenu vigoureusement et a dénoncé le non-respect du pacte de la part du gouvernement de l'ancien président Duque, en mettant en place des actions telles que «La paix menacée», réalisée conjointement avec la CUT lors de la Conférence internationale du Travail de l'OIT en juin 2019, avec le concours de la CSI.

La CTC est intimement convaincue que le dialogue social et le travail décent sont nécessaires pour sortir de la pauvreté et conquérir une paix stable et durable. Nous avons soutenu et encouragé des espaces de dialogue social dans l'ensemble du pays, en vue de défendre le travail décent, l'équité, la justice sociale, la sécurité sociale et les services de santé.

La CTC a participé activement à la reconstruction de la vérité au sujet de ce qu'est devenu le mouvement syndical pendant le conflit, en déposant des demandes aux commissions qui enquêtaient sur les événements. Par l'intermédiaire de la CONARE (Commission pour la promotion de la réparation collective du mouvement syndical), nous demandons une réparation totale du mouvement syndical.

Un nouveau contrat social est le seul moyen de parvenir à la paix totale et à la justice sociale, et de renforcer le dialogue social.

Chili : Vers une nouvelle constitution

En 2019, un important soulèvement populaire mené par les syndicats et les mouvements sociaux a ébranlé le gouvernement et préparé le terrain à l'élaboration d'une nouvelle constitution.

Bien que le pays ait opéré sa transition vers la démocratie en 1990, les règles établies pendant la longue dictature militaire d'Augusto Pinochet étaient toujours en place.

Les politiques de Pinochet étaient largement influencées par les « Chicago Boys », ces économistes chiliens aujourd'hui décriés qui prônaient la privatisation des services essentiels tels que santé, l'éducation, les retraites, et même l'eau.

Or, plusieurs tentatives successives de réécriture de la constitution de Pinochet ont échoué, jusqu'à ce que le président Sebastián Piñera soit contraint d'accepter un vote visant à établir une Convention constitutionnelle.

Une assemblée constituante a finalement été élue en 2021, avec une proportion égale de femmes et d'hommes et des sièges réservés aux peuples autochtones.

Après quasiment une année, l'assemblée a présenté un projet de constitution qui reconnaissait les droits des peuples autochtones, ajoutait des protections de l'environnement, améliorait la parité hommes-femmes, et garantissait les droits aux services publics d'éducation et de santé et à la retraite.

Le texte reconnaissait également « le droit au travail décent en tant que droit à des conditions de travail justes, à la santé et à la sécurité au travail, au repos, aux loisirs, à la déconnexion numérique, à l'indemnisation et au respect total des droits fondamentaux. »

Le projet de constitution résulte de la forte participation de la CUT-Chili qui a organisé une grande consultation entre les travailleurs et des experts du droit du travail – y compris le précédent directeur général de l'OIT, Juan Somavia – en vue de proposer un amendement syndical, qui a dépassé les 15.000 soutiens de citoyens requis pour que le texte puisse être discuté au sein de la Convention constitutionnelle.

C'est avec une profonde déception que de nombreuses personnes ont assisté au rejet du projet de constitution par référendum en septembre 2022, essentiellement à cause des stratégies alarmistes lancées par les médias d'extrême droite et de l'utilisation généralisée des « fake news » sur les réseaux sociaux.

Cependant, les syndicats et les mouvements sociaux ne se sont pas découragés pour autant et ont promis de poursuivre le combat jusqu'à ce que les derniers vestiges du régime de Pinochet aient réellement disparu.



(Myat Thu Kyaw/NurPhoto/AFP)



Myanmar

Confederation of Trade Unions, Myanmar
(Confédération des syndicats du Myanmar – CTUM)

Au Myanmar, nous sommes passés d'un régime militaire à la démocratie, puis de nouveau au régime militaire. Nous n'avons pas vraiment eu le choix, car ce sont les militaires qui décident de ce que doit être notre pays.

Le conflit porte essentiellement sur l'égalité entre les nationalités ethniques qui composent le Myanmar. Ces communautés ont toujours eu leur propre culture et leur territoire, jusqu'à ce qu'elles soient intégrées de force à l'administration indienne de l'Empire britannique. En 1948, la Birmanie a obtenu son indépendance, et le chaos a éclaté. Depuis 1962, les militaires profitent de cette situation pour organiser des coups d'État en série, exerçant le pouvoir dans la violence.

Il en découle une société peu encline à la confiance et gangrenée par la corruption. L'économie repose sur le népotisme qui s'est créé autour de la signature de contrats

pharamineux concernant les infrastructures militaires gérées par des entreprises elles-mêmes dirigées par des militaires, et le système éducatif est fondé sur la coercition, la corruption et la doctrine selon laquelle le militaire est supérieur à tout.

Les syndicats se sont organisés au moment de la lutte du peuple en 1988 ; au cours de cette période, nous avons participé à des manifestations, des défilés et des grèves. Nous avons perdu ce combat dans les villes, mais nous nous sommes regroupés dans les zones contrôlées par des groupes ethniques. En 1992, nous avons fondé la Federation of Trade Unions Burma (Fédération des syndicats birmans – FTUB) et commencé à établir des contacts à l'international avec l'UITA, la CSI et de nombreuses autres organisations.

Nous avons alors été en mesure de recourir au mécanisme de plainte de l'OIT pour faire pression sur le régime militaire. Nos camarades des syndicats internationaux nous ont guidés dans cette procédure et nous savons que le régime, quoi qu'il dise, craint l'OIT. Notre expérience nous a enseigné que les décisions et les résolutions de l'OIT ont des répercussions et qu'elles donnent des résultats.

Pour déposer une plainte à l'OIT, nos membres ont commencé à travailler avec les communautés ethniques et à recueillir des éléments sur le travail forcé imposé par le régime militaire. Le groupe des travailleurs de l'OIT a apporté régulièrement des preuves du travail forcé, et les militaires ont fini par être obligés de répondre et d'admettre qu'il y avait des violations mais que des solutions pourraient être trouvées. En fin de compte, ils ont changé de tactique et arrêté un grand nombre de nos membres au Myanmar et en Thaïlande.

Une fois que la FTUB a été mieux structurée, nous avons envoyé des militants pour participer au programme sur les jeunes dirigeants mis au point par la CSI-AP. Deux femmes qui faisaient partie de ce premier groupe sont toujours membres de la CTUM actuellement et dirigent leurs propres secteurs.



Aujourd'hui, nous assistons à une nouvelle révolution, mais avant qu'elle ne se produise, nous avons commencé à développer une culture démocratique basée sur les principes du nouveau contrat social. Compte tenu de notre mosaïque de groupes ethniques, l'inclusion était essentielle.

En premier lieu, notre représentant au forum national tripartite destiné à réviser la législation sur la sécurité sociale s'est heurté au scepticisme et à la résistance. Mais, à la fin du processus, les participants ont compris que ce sont les travailleurs qui font fonctionner le système, que ce sont eux les experts et qu'ils ont quelque chose d'important à apporter aux négociations.

Mais cela s'est également révélé positif dans l'autre sens. En effet, par le biais de ces forums, des membres du syndicat ont rencontré des spécialistes et des universitaires et se sont rendu compte qu'ils étaient confrontés aux mêmes difficultés, à savoir la privatisation et le travail précaire. Un sentiment de solidarité se dessinait entre les travailleurs à mesure qu'ils s'apercevaient qu'ils avaient beaucoup plus en commun que ce qu'ils pensaient.

Un nouveau contrat social fort est indispensable pour maintenir les individus au travail et préserver la paix.

À l'heure actuelle, notre pays vit sous une dictature qui cherche à devenir un État vassal de la Russie pour survivre. Toutefois, depuis le coup d'État du 1er février 2021, nous avons beaucoup progressé au niveau interne comme au niveau international. Au Myanmar, des personnes ont été assassinées et des villages entiers incendiés, mais de vastes zones du pays sont toujours contrôlées par les autorités locales. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le représentant permanent parle au nom du gouvernement d'unité nationale, pas au nom de la junte militaire.

À l'avenir, nous craignons un manque de syndicalistes expérimentés. Notre histoire récente nous a montré que, même lorsque nous sommes gouvernés par un parti politique démocratique, nous devons nous battre pour gagner pouce à pouce les droits du travail.

Quand la démocratie reviendra, nous hésiterons moins à faire pression pour servir les intérêts des travailleurs. Dans le passé, nous avons été trop patients, nous avons trop attendu que le parti politique agisse.

Les syndicats occupent une place unique étant donné qu'ils n'ont pas d'intentions cachées et qu'ils ont la capacité de créer un véritable changement pour les travailleurs.

Recommandation 205 sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience

L'OIT a été créée à la suite de la Première Guerre mondiale en s'appuyant sur un principe fondamental : « Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale. » Depuis plus d'une centaine d'années, elle aide les pays à passer du conflit à la paix grâce au travail décent et à la participation des partenaires sociaux.

Son rôle en faveur de la paix a été réaffirmé en 2017 par la **Recommandation 205**, qui donne des orientations pour parvenir à la paix et à la résilience par le biais de l'emploi et du travail décent. Le texte met l'accent sur la reconstruction et le redressement, ainsi que sur la prévention et la préparation dans le but d'atténuer l'impact des crises en prenant en considération différents thèmes relatifs au travail décent :

- Santé et sécurité au travail.
- Protection sociale.
- Conditions de travail décentes.
- Transition de l'économie informelle à l'économie formelle.
- Formation professionnelle, perfectionnement des compétences et apprentissage tout au long de la vie.
- Attention particulière à l'égard des migrants, des réfugiés et des rapatriés touchés par des situations de crise.
- Transition juste vers une économie écologiquement durable.

La Recommandation 205 donne aux organisations de travailleurs les outils et les moyens de faire entendre leur voix pour agir dans un contexte de conflits et de catastrophes, grâce à un dialogue social soutenu pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de redressement.



(Kevin Cooper/Photoline)



Irlande du Nord

Irish Congress of Trade Unions (Confédération irlandaise des syndicats – ICTU)

En Irlande du Nord, le conflit civil a fait suite aux bouleversements mondiaux de 1968 et il a fallu une trentaine d'années pour le résoudre. Diverses questions y étaient entremêlées, telles que la nationalité, l'identité nationale, le sectarisme religieux, les transferts de population, la violence d'État, la législation répressive, les meurtres commis au hasard, le racket au nom de la « protection », les vols à main armée, le contrôle coercitif exercé par les paramilitaires, ou encore la réorganisation de l'économie autour de thèmes sécuritaires.

Plus de 3.600 personnes ont été assassinées, des milliers d'autres blessées physiquement ou psychologiquement. La plupart d'entre elles étaient au travail, ou se rendaient au travail lorsqu'elles ont été attaquées. Il y avait parmi elles des militaires, des policiers et des agents pénitentiaires, des fonctionnaires, des entrepreneurs privés identifiés comme « collaborateurs », des portiers de magasins ou de pubs, des vendeurs en magasin, des pompiers, des chauffeurs

de taxi, une femme qui allait chercher des formulaires de recensement, des personnes qui travaillaient aux côtés de gens « de l'autre bord », des employés de la poste et des livreurs de lait qui travaillaient quelques heures par semaine dans l'armée ou la police de réserve.

Des milliers de travailleurs ont été contraints de quitter des lieux de travail acceptables pendant un temps et qui sont peu à peu devenus dangereux.

L'économie s'est effondrée. Les investisseurs étrangers ont pris la fuite, surtout après l'enlèvement et le meurtre de plusieurs dirigeants d'entreprise expatriés. L'État a comblé certaines lacunes en procédant à des travaux de reconstruction et de sécurité, mais le chômage était important et persistant, en particulier au sein de la communauté catholique.

Sous l'égide de l'ICTU, les syndicats sont restés unis en formant une confédération unique, malgré les tentatives de division du mouvement en fonction des lignes sectaires. Cette unité fut assurée par les ouvriers qui avaient une vision plus large que celle de la classe politique locale, ou de ses représentants paramilitaires.

Une série de campagnes syndicales ont alors vu le jour pour promouvoir la sécurité dans les emplois, sur les lieux de travail et dans les rues. Une « Déclaration conjointe pour la protection » a été signée avec les employeurs pour lutter contre le sectarisme au travail. Vingt ans plus tard, une initiative du même ordre a été négociée pour combattre le racisme.

Les syndicats ont organisé de grandes manifestations publiques après plusieurs meurtres sectaires, ce qui a permis aux citoyens ordinaires d'exprimer ensemble l'horreur que suscitaient les atrocités commises.

De nombreuses campagnes syndicales en faveur de l'investissement dans la paix et l'économie ont été élaborées en partenariat avec des groupes d'employeurs, parfois même avec des ministres. Les dirigeants syndicaux ont été perçus comme des artisans de la paix, y compris par les responsables politiques du gouvernement britannique conservateur de Margaret Thatcher. Cependant, bon nombre de stratégies mises au point pour juguler la désobéissance civile en Irlande du Nord devaient ensuite être réutilisées pour réprimer les grèves des mineurs et des imprimeurs anglais et gallois.

Les syndicalistes des années 1970 et 1980 étaient courageux et acharnés. Ils ont combattu des personnes sectaires violentes sur les lieux de travail, ont organisé la campagne « Stand by my mate » (« Je soutiens mon camarade », du nom d'une campagne de l'ICTU contre l'intimidation), ont chassé les symboles sectaires des lieux de travail, et certains d'entre eux ont été tués. Mais les syndicats ont persévéré. Un délégué syndical britannique protestant a persuadé ses coreligionnaires de supprimer les symboles religieux sur leur lieu de travail, ce qui a créé un héritage durable avec lequel aucune loi ni institution étatique ne peut rivaliser.

Ces exemples de valeurs syndicales, reconnaissables partout et dans toutes les sociétés, sont toujours nécessaires aujourd'hui. L'extrême violence a disparu depuis l'accord de paix de 1998, mais la société demeure dysfonctionnelle, malade de sa culture politique dominée par deux groupes ayant des griefs concurrents.

Le gouvernement décentralisé a été conçu pour être partagé entre des responsables politiques des deux camps, mais il est resté en suspens pendant ses presque 24 ans d'existence précaire.

L'approche des syndicats est la même depuis 50 ans : l'injustice économique nourrit les rancœurs qui mènent à la concurrence entre les ressources – que des « entrepreneurs » politiques cyniques n'ont pas de mal à filtrer ensuite sous le prisme du sectarisme, dans leur propre intérêt.

Lorsque les syndicats militaient pour l'accord de paix de 1998, ils appelaient à une législation intégrale sur l'égalité et à son application, dans le but de permettre aux femmes et aux groupes minoritaires de contribuer pleinement à la société. Ils ont œuvré pour une charte inclusive destinée à protéger les droits économiques et sociaux des citoyens et à reconnaître l'identité.

Ils ont plaidé en faveur de services publics universels financés par une imposition progressive et assortis d'une négociation collective bénéficiant à tous les travailleurs. Ils ont défendu un partenariat constructif entre les communautés « traditionnelles », et entre le capital, le travail et la société civile.

Or, cet accord n'a été que partiellement mis en œuvre par les partis politiques qui contestent ses dimensions progressistes et porteuses de transformation, et a ensuite été mis à mal par le Brexit et par un gouvernement britannique conservateur focalisé sur sa base nationaliste anglaise.

Il reste beaucoup à faire, et les syndicats, fidèles aux principes des décennies passées, entendent poursuivre leur action.



Sécurité commune 2022 : Pour notre avenir commun

Cette année, un groupe de dirigeants influents de la société civile ont lancé un appel à l'action pour que le monde reprenne le chemin de la paix en suivant le concept de la sécurité commune.

En 1982, la Commission Olof Palme a mis au point ce concept dans son rapport révolutionnaire intitulé *Sécurité commune : un programme de désarmement*, qui a largement contribué à apaiser les tensions au plus fort de la guerre froide.

Le rapport **Sécurité commune 2022 : Pour notre avenir commun** exhorte les dirigeants de la planète à revenir vers le désarmement et le progrès pacifique et à coopérer en vue de surmonter les risques et les causes que les conflits en cours représentent pour la sécurité, en particulier le réchauffement de la planète et la crise climatique, les inégalités, les pandémies actuelles et futures, les régimes autoritaires et le rétrécissement de l'espace démocratique.

Les recommandations mettent l'accent sur quatre domaines principaux :

1. Renforcer l'architecture mondiale de la paix.
2. Un nouveau dividende de la paix – Désarmement et développement.
3. Un contrôle des armes nucléaires et un désarmement revitalisés.
4. Les nouvelles technologies militaires et les armes dans l'espace extra-atmosphérique.

“ **Un monde en péril nous oblige à réimaginer la paix. La sécurité commune, qui implique que la sécurité ne soit pas établie aux dépens d'autres groupes, a contribué à mettre fin à la guerre froide et au désarmement conventionnel et nucléaire. Aujourd'hui, la sécurité commune requiert une coopération mondiale afin de construire une architecture de la paix qui repose sur un contrat social en faveur de la sécurité de l'humanité et qui mette fin à une dangereuse course aux armes.**

Philip Jennings
Coprésident du Bureau international de la paix



Tunisie

Union générale tunisienne du travail (UGTT)

La révolution de janvier 2011 fut un moment historique qui a amorcé le processus de construction démocratique en Tunisie après plusieurs décennies de dictature politique.

Le progrès de la gouvernance démocratique a permis la tenue d'élections transparentes en octobre 2011 et la formation d'une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution.

Toutefois, depuis le milieu de l'année 2013, le pays est confronté à une crise politique alimentée par une montée sans précédent du radicalisme religieux et d'actions terroristes récurrentes, de violences et d'assassinats politiques. La crise a culminé en juillet 2013 après l'assassinat des militants Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, qui a conduit le pays dans une impasse

institutionnelle et entraîné de violentes manifestations sur lesquelles planait la menace de la guerre civile.

C'est dans ce contexte que l'UGTT a lancé son initiative de dialogue national en 2013, en partenariat avec l'UTICA, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre national des avocats de Tunisie. À l'issue de longues négociations, le syndicat est parvenu à réunir toutes les forces politiques et civiles du pays autour d'une feuille de route politique.

Il en résultera une nouvelle constitution progressiste et démocratique qui reconnaît pleinement les libertés et les droits individuels, l'égalité de genre et les droits économiques et sociaux, notamment le droit à former et à adhérer à un syndicat et le droit de grève.

Le dialogue national a défini les piliers d'un mécanisme novateur de règlement des différends entre des entités politiques totalement opposées. C'est en reconnaissance de cet accomplissement que l'UGTT et ses partenaires ont reçu le prix Nobel de la paix en 2015.

En dépit de toutes les avancées vers une démocratie stable et inclusive, le processus de transition est menacé. Il existe en outre un considérable décalage entre les institutions politiques et les attentes de la population, découlant de la crise économique et sociale persistante et de l'incapacité des partis politiques à appliquer des programmes et des stratégies adaptés.

Cette situation a donné lieu à des mouvements de contestation et à un rejet total des partis politiques de la part de la majorité des citoyens.

Un discours populiste et une mentalité d'exclusion ont remplacé le dialogue inclusif sur les solutions consensuelles et pratiques aux problèmes politiques, économiques et sociaux qui étouffent la Tunisie.

La crise sanitaire de COVID-19 n'a fait qu'aggraver cette atmosphère de rejet, avec des répercussions catastrophiques sur les conditions de vie des Tunisiens et des Tunisiennes.

En juillet 2021, le président de la république a annoncé une série de mesures exceptionnelles, consistant notamment à geler les travaux du Parlement et à s'arroger les pouvoirs exécutif et législatif.

Nous sommes conscients du fait que cette mesure cherchait à répondre à une crise inédite, mais nous considérons que la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une seule personne constitue une menace pour les réalisations démocratiques et les avancées de la gouvernance politique depuis la révolution. Nos préoccupations ont redoublé en juillet 2022, lorsque le président a unilatéralement adopté une nouvelle constitution sans avoir consulté les partis politiques ni les partenaires sociaux.

Le consensus national a toujours été l'un des piliers de la cohésion sociale tunisienne et constitue depuis des décennies un élément fondamental de sa gouvernance politique. La Tunisie est à la croisée des chemins et le risque d'un retour au conflit ne peut être écarté.

Pour surmonter cette situation, il sera nécessaire de nouer un dialogue national inclusif qui visera à résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux. De notre point de vue, un programme de sauvetage consensuel au plan national est le seul moyen de mettre en place les réformes institutionnelles requises pour remettre le pays sur la voie de la démocratie, de la paix et de la justice sociale, afin de garantir le respect total des libertés individuelles et collectives.



Sondage d'opinion mondial 2022 de la CSI

Les personnes interrogées dans le cadre du **Sondage d'opinion mondial 2022 de la CSI** souhaitent que les gouvernements donnent la priorité à la promotion de la paix plutôt qu'au militarisme:

- 62 % des répondants veulent que leur gouvernement agisse davantage pour travailler avec les autres pays afin de promouvoir la paix, l'emploi et les droits humains.
- 50 % des citoyens feraient davantage confiance à leur gouvernement s'il travaillait avec les autres gouvernements pour trouver des solutions communes.
- 51 % des personnes se disent préoccupées par le risque de guerre nucléaire (un chiffre en augmentation, qui s'élevait à 42 % en 2020).
- 50 % de la population mondiale déclare qu'elle aurait davantage confiance dans les gouvernements s'ils s'engageaient dans un traité international interdisant les armes nucléaires.

Les citoyens ont conscience du fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question de paix mais aussi de justice sociale, qui s'inscrit dans un nouveau contrat social:

- Emplois : 58 % des personnes veulent que leur gouvernement en fasse plus pour promouvoir une transition juste vers un avenir « zéro carbone ».
- Droits : 62 % des personnes veulent que leur gouvernement agisse davantage pour travailler avec les autres pays afin de promouvoir la paix, l'emploi et les droits humains.
- Salaires : 68 % des personnes veulent que leur gouvernement prenne des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs.
- Protection sociale : 87 % des personnes soutiennent un accès abordable aux soins de santé.
- Égalité : 66 % des personnes s'inquiètent de l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de salaires et d'opportunités.
- Inclusion : 81 % des personnes souhaitent des lois internationales qui obligent les entreprises à rendre des comptes sur le non-respect du droit du travail et de l'environnement survenant dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Conclusion

Ce rapport prend acte de l'action menée depuis des décennies par les syndicats du monde entier en faveur de la paix et de la démocratie. Il nous rappelle que sans la paix, sans droits démocratiques ni libertés, le travail décent et la protection sociale demeurent impossibles à atteindre.

Les syndicats, qui sont au premier plan de la lutte pour la paix, se trouvent eux-mêmes engagés dans l'espace général de la résistance.

Nous saluons leur courage et leur militantisme collectif afin de rendre le monde plus sûr pour chacun d'entre nous, et nous promettons, par notre action humanitaire et politique et notre force d'organisation, de soutenir les syndicats, où qu'ils soient, dans les efforts qu'ils déploieront pour parvenir à la paix et à la démocratie. Le reste de notre famille syndicale doit absolument apporter son aide à la reconstruction et à la solidarité mondiale.

CSI
Confédération syndicale internationale

info@ituc-csi.org

www.ituc-csi.org

Téléphone: +32 (0)2 224 0211

Fax: +32 (0)2 201 5815

Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1
1210 Bruxelles - Belgique

Éditeur légalement responsable:
Sharan Burrow, secrétaire générale

